



CAHIER DES CHARGES DESTINE AUX PRESTATAIRES

CAHIER DES CHARGES POUR UNE SOLUTION D'AUTOPARTAGE DE LA FLOTTE TWIZY DU CEA GRENOBLE

CEAGRE/DPEI

N° Réf : DG-CEAGRE-DPEI-SLE-25-01-000142

Date : 25/03/2025

DIFFUSION PUBLIQUE

Protection des informations : *Cocher la case* :

- ☒ Le présent cahier des charges ne contient aucune information sensible, ce qui permet la mise en ligne de ce document sur la plate-forme dématérialisée du CEA.
- ☐ Le présent cahier des charges contient des informations sensibles ou classifiées : de ce fait **la mise en ligne** sur la plate-forme dématérialisée du CEA de ce document **est interdite**.

Diffusion : PUBLIQUE

Mots clés : DPEI/SLE, mobilité, Twizy autopartage boitiers

	Nom	Fonction	Visa
Rédacteur	Florence GROS	Chargé de la mobilité	
Vérificateur	Sandrine FACHIN	Cheffe du DPEI/SLE	
ISI DPEI	Benjamin TESSANDORI		
IQ DPEI	Simone VANDROUX		
RSSI DPEI	Yves LE BRAY		
Correspondant Sécurité	Thierry ROBY		
Approbateur			



DG/CEAGRE/DPEI

CAHIER DES CHARGES DE PRESTATIONS

DIFFUSION PUBLIQUE

Référence :

Page 2 / 24

HISTORIQUE DES VERSIONS

Ind.	Date	Objet de la modification
O	25/03/2025	Edition Originale
A		
B		
C		
D		
E		
F		
G		
H		

SOMMAIRE

1 GLOSSAIRE	5
2 OBJET	7
3 CONTEXTE.....	8
3.1 Présentation du CEA	8
3.1.1 Le CEA	8
3.1.2 Le centre CEA de Grenoble	9
3.2 Les Bâtiments du centre CEA de Grenoble.....	10
3.3 Organisation du DPEI	10
4 DOMAINE D'APPLICATION	13
4.1 Intervenants et rôles respectifs.....	13
4.2 Relation avec le centre CEA de Grenoble	13
5 DOCUMENTS APPLICABLES	14
5.1 Documents généraux.....	14
5.2 Documents réglementaires	14
5.3 Documents qualité	14
5.4 Réglementation relative à certaines activités	14
5.4.1 Santé et Sécurité au travail (articles R4121-1 à R4822-1) :	14
5.4.2 Plan de Prévention. (Article R4512-6 à R4512-12).....	15
5.4.3 Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)	15
5.5 Documents associés à la prestation.....	15
6 DESCRIPTION DE LA PRESTATION	15
6.1 Périmètre	15
6.1.1 Périmètre géographique.....	16
6.1.2 Périmètre technique	16
6.2 Prestation à réaliser et résultats attendus.	16
6.2.1 Prestations de base	16
6.2.2 Back office du Titulaire	17
6.2.3 Appli sur téléphone portable.	17
6.2.4 Robustesse des outils	17
6.2.5 Prestations complémentaires.....	17
6.2.6 Prestations supplémentaires éventuelles	17
7 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	18
7.1 Moyens nécessaires à la réalisation des prestations	18
7.1.1 Moyens à la charge du Titulaire	18
7.1.2 Locaux mis à disposition du Titulaire par le CEA.....	18
7.1.3 Autres moyens mis à disposition du Titulaire par le CEA et limites de prestations	18
7.2 Organisation du Titulaire.....	18
8 OBLIGATIONS LIEES A LA PRESTATION	18
8.1 Sécurité.....	18
8.2 Exigences spécifiques pour les services hébergés dans le Cloud.....	19
8.3 Accès au site	19
8.4 Confidentialité	19
8.5 Données Personnelles.....	20
8.6 Spécifications relatives à la démarche anticorruption du CEA.....	20
8.7 Qualité.....	20



DG/CEAGRE/DPEI

CAHIER DES CHARGES DE PRESTATIONS

DIFFUSION PUBLIQUE

Référence :

Page 4 / 24

8.8	Politique Achats responsables et Développement Durable	20
8.8.1	<i>Volet environnement</i>	21
8.8.2	<i>Volet social</i>	21
8.9	Visite des locaux	21
8.10	Information – conseil	22
9	PILOTAGE DE LA PRESTATION	22
9.1	Réunions de pilotage	22
9.2	Documents à fournir et livrables	22
9.3	Contrôles - Définition des indicateurs et de leur mode de calcul	22
9.3.1	<i>Contrôles, audits</i>	22
9.3.2	<i>Indicateurs</i>	22
9.4	PV de réceptions	22
9.5	Différentes phases du contrat	22
10	SYNTHESE DES EXIGENCES CONTRACTUELLES	23
11	ANNEXE 1 : POLITIQUE EXTERNE ENERGIE	24



DG/CEAGRE/DPEI

CAHIER DES CHARGES DE PRESTATIONS

DIFFUSION PUBLIQUE

Référence :

Page 5 / 24

1 GLOSSAIRE

ADR	Accord européen relatif au transport international des marchandises Dangereuses par la Route
AMO	Assistance Maître d'Ouvrages
AQ	Assurance Qualité
BAT	Groupe Bâtiment
BCC	Bâtiment Centre de Compétence
BHT	Bâtiment de Haute Technologie
BSD	Bordereau de Suivi de Déchets
BTR	Bureau des Transports Réglementés
CACES	Certificat d'Aptitude à la Conduite En Sécurité
CCM	Commission Consultative des Marchés
CCTP	Cahier des Clauses Techniques particulières
CEA	Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives
CGA	Conditions Générales d'Achat du CEA
CINES	Cellule Ines
CLS	Commission Locale de Sécurité
CMAC	Cellule Méthodes et Amélioration Continue
CNRS	Centre National de la Recherche Scientifique
COSTRAT	Comité National Stratégique France Mobilités
CPRTT	Cellule PRTT
CQSE	Cellule Qualité Sécurité Environnement
CRCV	Contrôle Radiologique du Chargement des Véhicules
CS	Correspondant Sécurité (protection du potentiel scientifique et technique)
CSE	Commission Sociale et Economique
CSPS	Coordonnateur Sécurité en matière de Protection de la Santé
CSSCT	Commission Santé, Sécurité et Condition de travail
CTReg	CEA Tech en régions
CVC	Groupe Climatisation Ventilation Chauffage
D3E	Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques
DAASC	Demande d'Autorisation d'Accès au Site du CEA
DCE	Dossier de Consultation des Entreprises
DES	Direction des énergies
DFT	Dispositifs de Fonctionnement Technique
DIB	Déchet Industriel Banal
DOE	Dossier des Ouvrages Exécutés
DPEI	Département Projets, Exploitation et Ingénierie
DPEI/DIR	Direction du DPEI
DPGF	Décomposition du Prix Global et Forfaitaire
DREAL	Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
DRF	Direction de la recherche fondamentale
DRT	Direction de la recherche et de la technologique
ELEC	Groupe Electricité
EPI	Equipement de Protection Individuelle
ERP	Établissement Recevant du Public
ESI	Groupe Exploitation des Systèmes d'Information
FDS	Fiches de Données de Sécurité
FLU	Groupe Fluide
FLS	Formation Locale de Sécurité
GAC	Groupe Archives Centre
GPEP	Groupe Pilotage Exploitation et Prévention
GPP	Groupe Pilotage Projets
HCT	Horaire Collectif de Travail (de 7h55 à 16h35)
HHCT	Hors Horaire Collectif de Travail



DG/CEAGRE/DPEI

CAHIER DES CHARGES DE PRESTATIONS

DIFFUSION PUBLIQUE

Référence :

Page 6 / 24

HNO	Heures Non Ouvrables (de 20h30 à 6h00 pour Grenoble et de 20h00 à 7h00 pour l'INES, les samedis, dimanches, les jours fériés et chômés et les jours de fermeture du CEA toute la journée)
HO	Heures Ouvrables (de 6h00 à 20h30 pour Grenoble et de 7h00 à 20h00 pour l'INES))
ICPE	Installation Classée pour la Protection de l'Environnement
INES	Institut National de l'Energie Solaire (où sont situées les installations du LITEN DTS, Bourget du Lac)
INSERM	Institut National de la Santé et de la recherche Médicale
INRAE	Institut National de Recherche pour l'Agriculture
IQ	Ingénieur qualité
IRIG	Institut de Recherche Interdisciplinaire de Grenoble
ISC	Groupe Information Scientifique et Calculs
ISE	Ingénieur de Sécurité d'Etablissement
ISI	Ingénieur de Sécurité d'Installation
CJ	Cellule Juridique du CEA Grenoble
LETI	Laboratoire d'Electronique et de Technologie de l'Information (institut DRT)
LIST	Laboratoire d'Intégration de Systèmes et des Technologies
LITEN	Laboratoire d'Innovation pour les Technologies des Énergies Nouvelles et les nanomatériaux (institut DRT)
LPE	Laisser Passer d'Entreprise
MOA	Maître d'ouvrage
OSSI	Officier de Sécurité des Systèmes d'Information
OS	Officier de Sécurité
PAS	Plan d'Assurance Sécurité
PCS	Plan Contractuel de Sécurité
PFAS	Per- et Polyfluoroalkylées
PPME	Plan de Prévention Mono Entreprise
PQP	Plan Qualité Particulier
PPQSE	Plan Particulier Qualité Sécurité Environnement
PQSE	Plan Qualité Sécurité Environnement
PECC	Première ébauche cahier des charges (instance de relecture)
PGC	Plan Général de Coordination
PPE	Plan de Performance Énergétique
PP(S)	Plan de Prévention (Simplifié)
PRTT	Plates-formes Régionales de Transfert Technologique
PSE	Prestation(s) Supplémentaire(s) Eventuelle(s)
PSI	Groupe Projets et Solutions Informatiques
PUS	Pôle Utilités Services
RC	Règlement de Consultation
RGPD	Règlement Général sur la Protection des Données
RPP	Relation Parties Prenantes
RQTH	Reconnaissance Qualité de Travailleur Handicapé
RSE	Responsabilité Sociétale de l'Entreprise
RSSI	Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information
RTT	Réduction du Temps de Travail
SLE	Service Logistique et Environnement
SMA	Service Marchés et Achats
SMEn	Système de Management de l'Énergie
SPPEP	Service Pilotage Projets, Exploitation et Prévention
SSTM	Service Supports Techniques et Métiers
STIC	Service des Technologies de l'Information et de la communication
TA	Groupe TéléAlarme
TURPE	Tarifs d'Utilisation des Réseaux Publics d'Électricité
UGA	Université Grenoble Alpes
UMR	Unité Mixte de Recherche
ZRR	Zone à Régime Restrictif



DG/CEAGRE/DPEI

CAHIER DES CHARGES DE PRESTATIONS

DIFFUSION PUBLIQUE

Référence :

Page 7 / 24

2 OBJET

Le marché relatif aux prestations décrites dans le présent cahier des charges est soumis à une **obligation de résultat** de la part du prestataire, où le prestataire doit délivrer les prestations conformément aux spécifications convenues.

Le présent cahier des charges a pour objet de détailler les prestations de Mise à disposition, exploitation et maintenance d'un système d'autopartage sur la flotte de Twizy du CEA Grenoble.

Cela comprend :

- La mise en place de boîtier sur les Twizy ;
- Le déploiement d'une appli sur téléphone portable et d'un système de supervision sur ordinateur,
- L'aide à la mise en place, la formation aux nouveaux outils, la mise à disposition de tuto ou vidéo, l'assistance tout au long de la prestation,
- La location ou la vente des boîtiers (un prix unitaire sera à préciser)
- La dépose des boîtiers.

3 CONTEXTE

3.1 Présentation du CEA

3.1.1 Le CEA

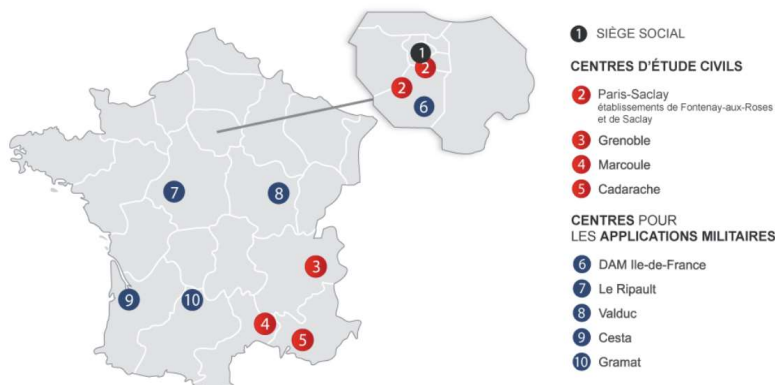
Le CEA est un établissement public à caractère industriel et commercial. Il répond aux commandes de l'Etat ainsi qu'aux besoins de la société et de l'industrie et s'engage au quotidien pour relever les défis liés à la transition énergétique, aux innovations numériques, au besoin de souveraineté, ou encore aux maladies émergentes.

Il est un organisme de référence et mène des travaux de recherche dans des disciplines scientifiques variées en s'appuyant sur des plates-formes technologiques regroupant des équipements de pointe.

À travers ses recherches ancrées dans de grands enjeux sociétaux et les technologies qu'il développe, le CEA est un acteur majeur de la recherche et de l'innovation et contribue ainsi à la transformation de la société.

Pour mener à bien ses missions, le CEA s'appuie sur quatre directions dites opérationnelles, dont les activités sont implantées sur 10 sites en France, et accompagnées par des directions fonctionnelles. Il est également réparti sur 7 plates-formes régionales de transfert de technologie (PRTT).

En savoir plus : www.cea.fr



Son organisation repose sur :

4 directions opérationnelles :

- la Direction des Applications Militaires (DAM),
- la Direction des Energies (DES),
- la Direction de la Recherche Technologique (DRT),
- la direction de la Recherche Fondamentale (DRF)

Ces directions sont structurées en instituts ou directions de centre, en départements et services.

Les directions fonctionnelles :

- La Direction financière et des programmes (DFP)
- La Direction des achats et des partenaires stratégiques (DAPS)
- La Direction de la Sécurité et de la Sûreté Nucléaire (DSSN)
- La Direction juridique et du contentieux (DJC)
- La Direction des systèmes d'information (DSI)

- La Direction de la communication (DCom)
- La Direction des ressources humaines et des relations sociales (DRHRS)
- La Direction des relations internationales (DRI)
- La Direction de l'Audit, des Risques et du Contrôle Interne (DARCI)

Pour de plus amples informations sur le CEA, visitez le site www.cea.fr

3.1.2 Le centre CEA de Grenoble

Installé au cœur d'un environnement urbain et scientifique, industriel et universitaire très riche, le centre CEA de Grenoble destiné à la recherche nucléaire dès 1956 consacre désormais l'essentiel de ses recherches au développement de solutions innovantes, dans les domaines de l'énergie, de la santé, de l'information et de la communication.

Le centre CEA de Grenoble réunissant plus de 4 500 collaborateurs (salariés CEA) sur près de 67 hectares, accueille les activités de trois des directions opérationnelles : la DRT, la DES et la DRF.

La Direction de centre :

Le Centre du CEA Grenoble est placé sous la responsabilité de son Directeur, qui est le représentant légal de l'employeur et assume le rôle de chef d'établissement au sens du Code du travail. Les unités de la Direction de centre ont 2 missions principales ; d'une part, le soutien-support aux programmes de recherche menés par les unités hébergées, et d'autre part les missions « régaliennes » ou « employeur », en particulier le fait de faire respecter les règles en vigueur (santé, sécurité, gestion, finances, achats, ventes, juridique, RH, ...) et de veiller à l'entretien et à l'évolution du patrimoine immobilier ainsi qu'à la bonne gestion des infrastructures et services communs (restauration, nettoyage, logistique, ...).

Les Directions opérationnelles :

Les directions opérationnelles sont en charge de réaliser les programmes de recherche dans leurs différents domaines d'expertise, pour répondre aux missions qui lui ont été fixées par l'Etat dans les 4 grands domaines des énergies, de la défense, des technologies pour le numérique et pour la santé, au service de la compétitivité industrielle du pays et en lien étroit avec les évolutions sociétales et les applications

A Grenoble, 3 directions opérationnelles sont présentes :

La Direction de la recherche technologique (DRT) du CEA aborde les grands enjeux sociétaux et industriels du XXI^e siècle en développant et en diffusant des technologies, pour tous les secteurs industriels et tous les types d'entreprises, qui contribuent à l'accompagnement de la transition numérique dans la société, à l'amélioration de la santé publique et au respect de la planète.

A Grenoble, la DRT se compose ainsi :

- Le CEA-Leti, en savoir plus : www-leti-cea.fr
- Le CEA-List, en savoir plus : www-list.cea.fr
- Les plates-formes régionales de transfert technologique (PRTT), au nombre de 7.

La Direction des énergies (DES) du CEA apporte aux pouvoirs publics et aux industriels les éléments d'expertise et d'innovation pour la mise en œuvre d'un système énergétique bas carbone. Avec une approche intégrée du système énergétique, la DES s'intéresse à tous les modes de production d'énergie bas carbone (énergie nucléaire, nouvelles technologies de l'énergie), à leurs interactions au sein du réseau (stockage, pilotage, conversion), et à la problématique des ressources dans une logique d'économie circulaire des matières.

La DES se compose d'un institut à Grenoble :

le CEA-Liten – en savoir plus : www.liten.cea.fr

Pour plus d'informations, consultez le site : www.ines-solaire.com

La Direction de la recherche fondamentale (DRF) du CEA exerce ses activités dans les domaines des biotechnologies et de la santé, des sciences de la matière et de l'Univers, de la physique, du climat et des nanosciences. Elle place au cœur de ses objectifs la production et la publication de connaissances et de savoir-faire au meilleur niveau mondial.

La DRF comprend un institut à Grenoble :

- Le CEA-Irig – en savoir plus : www.irig.cea.fr

Des plates-formes régionales de transfert de technologie, qui sont un maillon essentiel de proximité, en local, au service de la compétitivité industrielle française. Elles dépendent du centre CEA de Grenoble.

Pour plus d'informations, consultez le site : <http://www.cea.fr/cea-tech>

3.2 Les Bâtiments du centre CEA de Grenoble

Le site du centre CEA de Grenoble est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) regroupant toutes les activités du centre, qui fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'exploitation.

Le centre CEA de Grenoble est une Zone Protégée au sens de l'article 73 de l'IGI 1300 et tout accédant doit faire l'objet d'un contrôle élémentaire qui est une enquête administrative.

Il compte 283 bâtiments représentant environ 342.000 m² sur le polygone scientifique, qui accueillent plus d'une centaine de laboratoires de recherche et divers services administratifs ou techniques (unités de supports), chargés du fonctionnement du centre au quotidien.

A noter la présence des éléments suivants sur le site de Grenoble :

- 7 ERP (Établissement Recevant du Public),
- Le BCC (Bâtiment Centre de Compétence) : Propriété de la SCI BCC Presqu'île avec comme locataire principal le CEA,
- Le BHT (Bâtiment de Haute Technologie) : Propriété de la SEM Minattec Entreprises, avec comme locataire principal le CEA,
- Le bâtiment des DFT (Dispositifs de Fonctionnement Technique), Propriété de la société PUS (Pôle Utilités Services),

Les bâtiments hors clôtures sont :

- L'Institut de biologie structurale (IBS) sur le campus EPN, dans lequel le CEA est co-tutelle de l'UMR avec le CNRS et l'UGA,
- Les bâtiments sis à HERBEY (Isère 38) en convention avec Grenoble-INP,
- Le fort des Quatre Seigneurs sis à HERBEYS,
- Y.SPOT Partners ?

Caractéristiques générales additionnelles du site du CEA Grenoble :

- Espaces verts : ≈ 15 Ha,
- Routes sur le site de Grenoble : ≈ 35 km

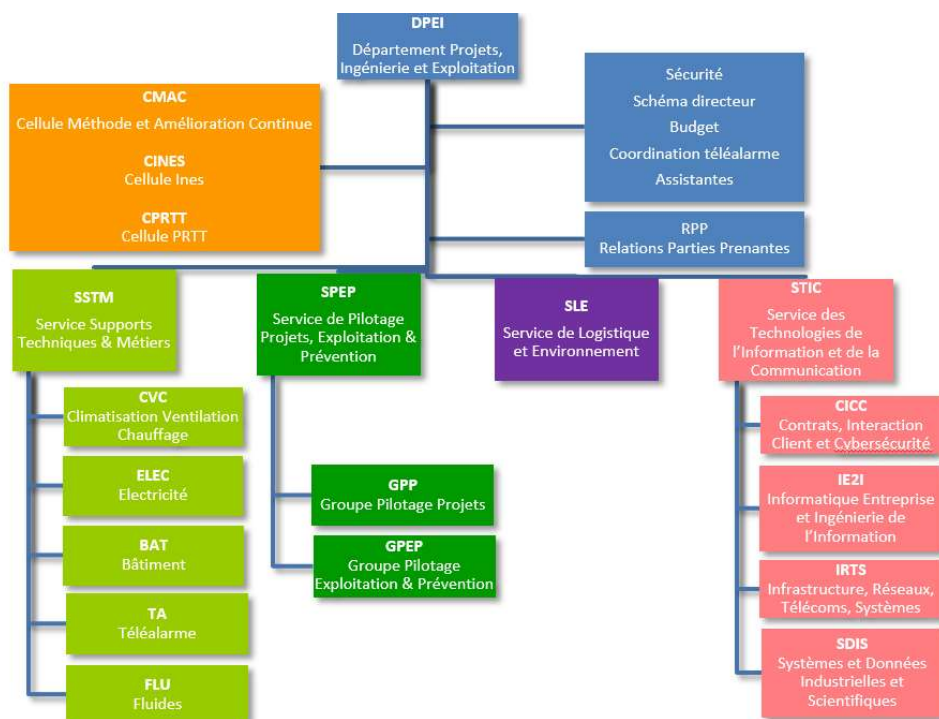
3.3 Organisation du DPEI

Le Département Projets, Exploitation et Ingénierie (DPEI) est rattaché à la direction du centre. Il est composé :

- D'un échelon de direction (DPEI/DIR) qui assure la coordination des activités du département, et la liaison avec la Direction du Centre.
- D'un Service des Technologies de l'Information et de la Communication (STIC) composé d'un échelon Direction et de 4 groupes :
 - Un Groupe Contrats, Interaction Clients et Cybersécurité (CICC)
 - Un Groupe Informatique d'Entreprise et Ingénierie de l'Information (IE2I)
 - Un Groupe Infrastructure, Réseaux, Télécoms, Systèmes (IRTS)
 - Un Groupe Systèmes et Données Industrielles et Scientifiques (SDIS)

Ce service est chargé des systèmes d'information scientifique, technique et bureautique, des systèmes dédiés au calcul scientifique, aux technologies d'information et de communication ainsi qu'aux archives du centre.
- D'un Service de Logistique et Environnement (SLE) chargé de fournir aux utilisateurs du Centre, en interne DPEI et aux parties prenantes, des services généraux, des ressources, des conseils et du support technique conformes aux attentes.
- D'un Service de Pilotage Projets, Exploitation & Prévention (SPPEP), chargé de garantir la cohérence des activités Projets, Exploitation & Prévention au regard des capacités des équipes du DPEI. Il est composé d'un échelon direction et de 2 groupes :
 - Le Groupe Pilotage Projets (GPP) chargé de piloter opérationnellement les projets.
 - Le Groupe Pilotage Exploitation & Prévention (GPEP) chargé de piloter opérationnellement les contrats d'exploitation/maintenance et de contrôles réglementaires des bâtiments et des infrastructures.
- D'un Service Supports Techniques & Métiers (SSTM) chargé d'assurer les études, les travaux et l'appui technique sur les bâtiments et les infrastructures, pour répondre aux priorités de disponibilité et performance des installations. Il est composé d'un échelon central et de 5 groupes
 - Le groupe Climatisation Ventilation Chauffage (CVC)
 - Le groupe Electricité (ELEC)
 - Le groupe Bâtiment (BAT)
 - Le groupe TéléAlarme (TA)
 - Le groupe Fluides (FLU)
- D'une Cellule Méthodes & Amélioration Continue (CMAC) qui regroupe les missions de qualité et amélioration continue, de patrimoine, d'ergonomie et d'accessibilité, de gestion du parc informatique.
- D'une Cellule INES (CINES) chargée, pour le site INES, d'accompagner son déploiement dans la réalisation de ses projets et travaux.
- D'une Cellule CPRTT (CPRTT) chargée, pour les sites de CEATech en région, d'accompagner leur déploiement dans la réalisation de leurs projets et travaux.

- Des interlocuteurs des Relations Parties Prenantes (RPP) chargés de contribuer à une bonne interaction entre le DPEI et les parties prenantes.



4 DOMAINE D'APPLICATION

4.1 Intervenants et rôles respectifs

Les entités concernées par cette prestation sont les suivantes :

- Le CEA : Commissariat à l'Énergie Atomique et aux Énergies Alternatives: Le Demandeur,
 - Le DPEI : Le représentant du Demandeur,
 - Le groupe SLE (Service Logistique et Environnement) chargé du suivi des prestations de support tel que : restauration, nettoyage, logistique, mobilité, fournitures, etc.
 - Le responsable de la mobilité : le Correspondant technique
 - L'ingénieur qualité du DPEI
 - L'ingénieur sécurité d'installation du DPEI
 - le **Service Marchés et Achats** qui assure le suivi commercial des prestations effectuées par le Titulaire
 - les « **interlocuteurs sécurité CEA** » : ils ont délégation du chef d'établissement en matière de sécurité et d'environnement pour chaque périmètre délimité .A ce titre ils ont tout pouvoir sur les conditions d'exécution des prestations par le Titulaire dans ces domaines.
 - l'**Ingénieur Sécurité d'Etablissement** et les **Ingénieurs Sécurité d'Installations** sont respectivement les conseillers en matière de sécurité au travail, et de l'environnement du **Directeur de Centre** et des interlocuteurs sécurité. Ils peuvent être amenés à effectuer des visites de contrôles à tout moment. Ils coordonnent et animent les actions de prévention, prennent en compte les évolutions des réglementations et assurent l'interface auprès des différents acteurs concernés,
 - la **Formation Locale de Sécurité** est le service d'intervention du CEA Grenoble en cas d'incident ou d'accident, en charge de la sécurité des biens et des personnes au CEA Grenoble,
 - L'**Agent de Sécurité des Systèmes d'Information** est l'interface pour tout ce qui touche à la sécurité informatique.
 - le **Bureau des Transports Réglementés et le Conseiller à la Sécurité des Transports** assurent l'application de la réglementation des transports de marchandises dangereuses,
 - L'**Officier de Sécurité et sa cellule** sont l'interface pour les accès et pour fixer les règles et consignes de sécurité à mettre en œuvre concernant les personnes et les informations ou supports classifiés et en contrôler l'application.
- La société assurant la prestation : **Le Titulaire**,
- Les instituts partenaires du polygone scientifique (Les SERVICES PATRIMOINE et SECURITE du CHU MICHALLON, Grenoble INP: l'Institut Polytechnique de Grenoble, etc)
- Les sociétés tierces ou de services du CEA assurant des interventions pour le compte du Demandeur.

4.2 Relation avec le centre CEA de Grenoble

Le Titulaire désigne un correspondant privilégié sur site du centre CEA de Grenoble qui rend compte directement au **Correspondant technique du CEA** pour le suivi des prestations.

Le Titulaire s'engage à signaler immédiatement au **Correspondant Technique** toute anomalie, incident ou accident de toute nature survenu lors des prestations les concernant.

Le Titulaire désigne parmi son personnel un représentant, dénommé ci-après « **Interlocuteur Sécurité** ». Il est doté de l'autorité, de la compétence et des moyens nécessaires pour assurer le respect, la mise en œuvre et le suivi des exigences imposées par les réglementations applicables dans tous les domaines de la Sécurité, ainsi que les consignes particulières du CEA. Il participe à la rédaction du plan de prévention.

Le chargé d'affaires du Demandeur précisera au Titulaire quels sont les interlocuteurs sécurité concernés par la prestation.

Le Titulaire informera le Demandeur, dans les meilleurs délais, d'une éventuelle visite de son CSSCT (ou CSE).

5 DOCUMENTS APPLICABLES

5.1 Documents généraux

Sur le site du CEA Grenoble, l'Arrêté Préfectoral du centre, les circulaires et instructions sécurité CEA s'appliquent, et notamment les textes suivants :

Une copie de ce référentiel est transmise au Titulaire et doit être restituée au CEA en fin de marché.

Référence	Libellé
GRE/CEA/SPAS/RI	Règlement intérieur du CEA
EQ/CS23-10 ind A	Règles applicables aux entreprises extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés)
CS 58	Accès des personnes au centre CEA de Grenoble et dans les sites délocalisés
CS28	Prévention des risques électriques
	Charte d'utilisation de la messagerie électronique.
NIG 608	Charte d'utilisation des moyens informatiques et des services Internet au CEA.
RSSN-SSI-01-01 Indice 10	PSSI CEA
Charte RENATER	https://www.renater.fr/documentation/chartes/

5.2 Documents réglementaires

Le Titulaire doit se conformer aux textes et aux normes applicables aux prestations assurées.

Il informe le CEA de toute évolution réglementaire en cours de marché.

Le CEA n'a pas à fournir ces documents.

5.3 Documents qualité

Les documents référencés ci-dessous, sont consultables au DPEI dans le groupe émetteur du présent document et seront reproduits à la demande de l'entreprise.

Référence	Libellé
ST.G.CC.1100	Cahier de Clauses Techniques Générales applicable à tous les LOTS

5.4 Réglementation relative à certaines activités

5.4.1 Santé et Sécurité au travail (articles R4121-1 à R4822-1) :

La prévention des risques liés à certaines activités ou opérations lors de travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure se doit de mettre en œuvre les mesures préalables à l'exécution d'une opération.

5.4.2 **Plan de Prévention. (Article R4512-6 à R4512-12)**

Avant le début des opérations et après avoir réalisé les points suivants :

- Organiser **et tracer** une inspection commune préalable ;
- Obtenir les Modes Opératoires des entreprises ;
- Arrêter les modalités d'intervention et coopération avec les différents acteurs de l'opération

Le CEA, le prestataire et ses sous-traitants procèdent en commun à une analyse des risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, installations et matériels.

A l'issue, les employeurs arrêtent d'un commun accord, avant le début des travaux, un plan de prévention global définissant les mesures prises par chaque entreprise en vue de prévenir ces risques. Le plan de prévention est, à minima, révisé annuellement.

Des avenants au plan de prévention (PdP) global, peuvent être établis le cas échéant pour les travaux particuliers non couverts par le plan global. Ces travaux particuliers, avant la rédaction de l'avenant au PdP, devront faire l'objet d'une visite commune qui devra être tracée.

Une liste de tout le personnel intervenant sera fournie. Cette liste devra être remise à jour autant de fois que besoin et transmise à l'Ingénieur de Sécurité d'Installation.

NB : En cas de nouveaux sous-traitants en cours de travaux, il conviendra de mettre à jour le plan de prévention ainsi qu'une nouvelle visite des lieux. Cette visite devra être tracée.

Si le prestataire fait intervenir un prestataire pour des opérations sur le site du CEA mais qui ne concernent pas le CEA, il devra obtenir l'accord préalable du CEA et devra établir un plan de prévention avec son prestataire ou son sous-traitant, et appeler le CEA à y participer.

5.4.3 **Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)**

Le prestataire s'engage à ne pas exercer d'activité soumise à un critère de classement selon la législation des ICPE.

5.5 Documents associés à la prestation.

Ces documents seront joints au dossier de consultation des entreprises

Référence	Libellé
V0 – 24/01/2025	Back office de gestion de la flotte de Twizy en autopartage au CEA Grenoble. Interface du logiciel CEA pour gérer les badges
V0 – janvier 2025	CEA Grenoble - Flotte Twizy en autopartage – Dossier de photos

6 **DESCRIPTION DE LA PRESTATION**

6.1 Périmètre

6.1.1 Périmètre géographique

Site du CEA Grenoble à l'intérieur de la clôture.
Les véhicules Twizy ne sortent pas du centre de Grenoble

6.1.2 Périmètre technique

Le parc comporte 30 Twizy. Mais ce chiffre peut être évolutif dans de faibles proportions, environ plus ou moins 5 véhicules.

6.2 **Prestation à réaliser et résultats attendus.**

6.2.1 Prestations de base

Les moyens mis en œuvre pour atteindre ces résultats sont de la responsabilité du Titulaire.

Les prestations demandées dans le cadre de ce contrat sont les suivantes :

- Mise en place de boîtiers sur l'ensemble des Twizy en autopartage, en début de prestation
- Vente ou location des boîtiers.
- Dépose des boîtiers, éventuellement avec rachat, en fin de prestation.
- Mise en place d'une appli sur téléphone,
- Optionnel : Mise en place d'une supervision sur ordinateur, accompagnée d'un périphérique de configuration de badges RFID.
- Assistance technique, formation, et tutoriels pour la mise en place des solutions physiques et digitales.

Pour information :

Le CEA missionne un prestataire chargé de l'entretien – maintenance des véhicules sur le site.

Cette prestation, en marché réservé EA, ESAT et EASI, a pour mission :

- D'assurer le nettoyage des Twizy,
- De déplacer les Twizy mal stationnées
- De veiller à la tension de la batterie 12V et mettre le véhicule en recharge le cas échéant,
- D'assurer la formation « Twizy » : cette formation consiste à former les utilisateurs à la conduite des Twizy, à donner les droits d'utilisation à partir du back office. Il dispose d'un bureau équipé d'un poste informatique CEA. Il ne dispose pas du périphérique permettant de configurer les badges, à fournir par le Prestataire. Une solution sans badge via une appli est également envisageable.
- De faire remonter tous les problèmes techniques, d'entretien maintenance au CEA et organiser l'intervention d'un garagiste le cas échéant, ou du Titulaire le cas échéant.

Ainsi, le Titulaire sera en relation directe avec ce prestataire.

En ce qui concerne la vente des boîtiers, le prestataire précisera la durée de la garantie qui ne peut pas être inférieure à 2 ans, ainsi que le prix et délais pour fournir et remplacer un boîtier défectueux au-delà de la garantie.

Spécification techniques

Les twizy ne disposent pas de porte. Elles ne disposent pas de dispositif de démarrage. C'est le dispositif à fournir par le Titulaire dans le cadre de ce marché qui doit permettre de démarrer, appelé « le boîtier ». Ce boîtier est à relier à un connecteur en attente, visible dans le dossier photographique fourni dans la consultation.

On se référera au dossier photographique afin d'apprécier la localisation disponible pour le boîtier, les dimensions, l'aspect des capots, la communication actuellement présente sur les boîtiers, les connecteurs et tout détail utile.

6.2.2 Back office du Titulaire

Le back office du Titulaire doit permettre :

- De créer des comptes pour celui qui configure les droits ;
- D'enregistrer des clients (nom, prénom, matricule, mail, service, date fin de contrat, commentaire).
La correction de ces informations doit être possible à tout moment (ex : oubli d'une lettre, " à la place de ^, position des tirets, nom composés, etc.)
- De géolocaliser des Twizy en temps réel.
- De faire une réservation ;
- De donner des informations sur les utilisations passées : nom de l'utilisateur, départ, géolocalisation et heure minute / arrivée géolocalisation et heure minute.
- De donner des informations techniques sur les véhicules : état de charge de la batterie de traction ; tension de la batterie 12V ;
- De donner des informations sur les trajets : distance.
- D'extraire toutes les données sous forme de tableau Excel sur au moins les 3 derniers mois.
- De mettre en pause les droits d'utilisation pour un utilisateur (cas de mauvais usages) et de le remettre fonctionnel simplement.

Le Titulaire fournit un document et une assistance pour la prise en main du back office.

6.2.3 Appli sur téléphone portable.

Le prestataire doit proposer une solution sur téléphone portable compatible Android et IOS, à la place d'une solution sur télébadge ou en complémentarité.

Dans ce cas l'application doit permettre de :

- Gérer son compte (compte utilisateur) ;
- géolocaliser des Twizy en temps réel.
- Faire une réservation.

6.2.4 Robustesse des outils

Les outils doivent être robustes et fonctionnel en permanence. Des bugs ou indisponibilités de plus de 4 heures seront considérés comme rendant la solution incomplète et auront un impact direct sur la facturation.

En cas de panne d'un boîtier rendant la Twizy inutilisable, celui-ci doit être réparé dans les 10 jours par le Titulaire.

6.2.5 Prestations complémentaires

Non concerné.

6.2.6 Prestations supplémentaires éventuelles

Non concerné.

7 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

7.1 Moyens nécessaires à la réalisation des prestations

7.1.1 Moyens à la charge du Titulaire

Le Titulaire utilise ses propres matériels, outillages et équipements pour la réalisation des prestations.

7.1.2 Locaux mis à disposition du Titulaire par le CEA

Le CEA ne met pas de local à disposition du Titulaire.

7.1.3 Autres moyens mis à disposition du Titulaire par le CEA et limites de prestations

7.1.3.1 Moyens informatiques : poste informatique, réseau, VPN

Le CEA ne met pas à disposition de moyens informatiques.

7.1.3.2 Moyens téléphoniques

Non concerné.

7.1.3.3 Réception, courrier, manutention, magasin (RC2M)

Non concerné.

7.1.3.4 Accès aux restaurants d'entreprise du CEA

Non concerné.

7.1.3.5 Bornes de recharge électrique

Non concerné.

7.1.3.6 Autres moyens matériels

Non concerné.

7.2 Organisation du Titulaire

Le prestataire est responsable de la structure et de l'organisation mises en place, de leur adaptation à la charge de travail, ainsi que de l'encadrement et de la logistique, afin d'assurer, dans leur intégralité et dans les délais impartis, l'ensemble des missions décrites dans le présent Cahier des Charges.

8 OBLIGATIONS LIEES A LA PRESTATION

8.1 Sécurité

Le Titulaire se référera aux Règles Applicables aux Entreprises Extérieures.

Les règles rappellent les grandes dispositions à respecter sur le site en termes de sécurité :

- Organisation générale du CEA :
 - Circulation et Stationnement,
 - Organisation sécurité du CEA-Grenoble,
 - Conditions d'hygiène,
 - Accident et appels des secours,

- Évacuation en cas d'urgence,
- Surveillance médicale,
- Mesures de prévention préalables à l'exécution du marché :
 - Communication d'informations et de documents,
 - Inspections communes préalables,
 - Plan de prévention,
 - Sécurité des travailleurs affectés à la réalisation du marché,
- Mesures de prévention pendant l'exécution du marché :
 - Applications des consignes du PP,
- Dispositions particulières :
 - Accès aux terrasses,
 - Risques incendie et explosion,
 - Risque électrique,
 - Traitements des déchets,
 - etc.,
- Moyens fournis par le Titulaire (humains et matériels),
- Moyens mis à disposition par le Demandeur,
- Interruption du marché en cas de non-respects des règles de sécurité.

Des contrôles pourront être réalisés par les services compétents du Demandeur à tout moment du déroulement du marché. Le Titulaire ne pourra en aucun cas s'y soustraire.

8.2 Exigences spécifiques pour les services hébergés dans le Cloud

Tout prestataire ayant recours à des solutions cloud pour le traitement, le stockage ou la gestion des données liées au marché est tenu de fournir un Plan d'Assurance Sécurité (PAS) spécifique aux environnements cloud utilisés. Ce PAS doit démontrer que toutes les mesures de sécurité nécessaires sont en place pour garantir la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données hébergées. Les exigences minimales pour ce PAS incluent :

- L'authentification via la fédération d'identité du CEA,
- Les modalités de réversibilité des données,
- La supervision du service par la supervision CEA,
- Les exigences en matière d'hébergement,
- Les exigences en matière de visa de sécurité.

8.3 Accès au site

Les prestations étant réalisées sur de Grenoble, Le Titulaire devra se soumettre aux procédures d'accès du personnel d'entreprises en vigueur sur le site (Circulaire 58) et établira notamment à ce titre, en temps et en heure, les demandes de laissez-passer et/ou les renouvellements nécessaires auprès de la cellule de l'officier de sécurité.

8.4 Confidentialité

Les obligations en matière de confidentialité sont régies par l'article 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA qui prévoient notamment :

- Le Titulaire s'engage à conserver confidentielles et s'interdit de communiquer à un tiers, sans l'accord préalable et écrit du CEA, tout ou partie des informations et/ou connaissances du CEA ou de toute tierce partie, auxquelles il pourrait avoir ou avoir eu accès à l'occasion de la prestation réalisée pour le compte du CEA.
- Le Titulaire se référera aux règles applicables définies dans le chapitre 4 des CGA (conditions générales d'achat) du CEA.

8.5 Données Personnelles

Dès lors que la prestation permet le traitement de données personnelles, le Titulaire déclare parfaitement connaître les obligations fixées par les lois et règlements applicables en matière de protection des données personnelles, notamment : la loi Informatique et Liberté n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD).

La solution proposée, soumise à autorisation par le CEA, devra respecter les principes de proportionnalité, de minimalisation et de limitation des données personnelles, assurant que seules les données pertinentes, telles que définies par le CEA, sont traitées au sein de la solution pour les seules finalités convenues et sous le contrôle des seules personnes ayant à en connaître.

Elle devra intégrer les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de protéger les données personnelles traitées contre la destruction accidentelle ou illégale, la perte accidentelle, l'altération, la diffusion ou l'accès non autorisé.

Si la prestation implique un traitement de données à caractère personnel, le Titulaire se conformera aux directives

8.6 Spécifications relatives à la démarche anticorruption du CEA

Le Titulaire devra attester de son intégrité dans son offre, c'est-à-dire de ne tolérer aucune forme et ne se livrer, directement ou indirectement, à aucun acte de corruption, et n'accorder, n'offrir ou ne promettre aucun avantage à un salarié CEA et ce afin d'influencer une action officielle ou d'obtenir un avantage indu. En pièce jointe, nous encourageons le Titulaire à prendre connaissance du code de conduite anticorruption et la procédure de signalement des alertes du CEA.

<https://www.cea.fr/Pages/engagements/conformite-anti-corruption.aspx>

8.7 Qualité

Le Titulaire apportera la démonstration qu'il possède un système qualité ISO 9001 ou d'un niveau équivalent à la norme ISO 9001 permettant d'assurer la qualité de la prestation demandée et la traçabilité associée. Dans le cas où l'entreprise serait certifiée ISO 9001, une copie du certificat sera transmise.

Des indicateurs « qualité » de suivi de prestation sont établis par le Titulaire. Le Demandeur peut demander des compléments.

8.8 Politique Achats responsables et Développement Durable

Avec un montant qui représente près de 2,7 milliards d'euros, les achats du CEA font partie intégrante des enjeux sociétaux et environnementaux.

Le CEA veille à la qualité et à la diversité des relations avec ses fournisseurs. Il mène une politique d'achat responsable fondée sur trois engagements prioritaires :

- Créer et maintenir des relations de confiance avec ses fournisseurs,
- Prendre en compte la dimension responsable de ses achats,
- Contribuer au développement des Petites et Moyennes Entreprises (PME) et de l'innovation.

Il est signataire depuis 2004 de la charte « relation fournisseur responsable » et adhérent au Pacte PME, dispositif national de soutien aux PME innovantes.

Par ailleurs, dans le cadre de sa démarche développement durable entamée il y a déjà plusieurs années, et plus particulièrement dans le cadre de sa politique RSE mise en place au CEA Grenoble, le CEA poursuit ses actions dans les trois domaines fondamentaux : environnement, social et économique. L'engagement de développement des achats responsables du CEA ne peut se faire sans prise en compte de cette dimension par ses fournisseurs.

Ainsi, le CEA souhaite impliquer ses fournisseurs dans cette démarche pour :

- Le volet environnement, y compris pour les économies d'énergie
- Le volet social (bien-être au travail, insertion, politique emploi, handicap, etc.).

Dans ce cadre, le Titulaire, au travers d'un rapport descriptif, démontrera dans la remise de son offre son engagement sur ces aspects.

8.8.1 Volet environnement

Le Demandeur a adopté depuis 2001 une stratégie ambitieuse de Responsabilité sociétale.

8.8.1.1 Déplacements

Le Demandeur a démarré un plan de déplacement d'entreprise dès 2001 et a aujourd'hui un des meilleurs plans de mobilité de France. Pour cela il incite l'ensemble des usagers du site (salariés usagers et prestataires) aux modes de déplacements doux tels que véhicules à motorisation alternative, vélos, navettes, zones piétonnes.

8.8.1.2 Produits

Non concerné.

8.8.1.3 Economie d'énergie

Le site grenoblois du CEA Grenoble est certifié ISO 50001 depuis août 2023. Son système de management de l'énergie (SMEn) vise à développer une méthode de gestion rigoureuse et vertueuse de l'énergie du site, nécessaire à ses activités. Cette démarche d'amélioration continue de la performance énergétique repose notamment sur la réduction de consommations énergétiques et les comportements des utilisateurs. Pour information, le Titulaire trouvera la politique externe en matière d'énergie du CEA en Annexe.

8.8.1.4 Gestion de l'eau

Non concerné.

8.8.1.5 Déchets

Non concerné.

8.8.1.6 Rejets aqueux

Non concerné.

8.8.1.7 Nuisances sonores

Non concerné.

8.8.1.8 Sol et eaux souterraines

Non concerné.

Non concerné.

8.8.2 Volet social

Le Titulaire se référera aux conditions du marché concernant cette thématique (projet de marché, règlement de consultation).

8.9 Visite des locaux

Non concerné.

8.10 Information – conseil

De par sa compétence et son expertise, le Titulaire doit assurer l'obligation de conseil auprès du CEA Grenoble.

Tout élément ne permettant pas au Titulaire de réaliser correctement les prestations décrites dans ce cahier des charges doit faire l'objet d'une alerte auprès des correspondants techniques.

9 PILOTAGE DE LA PRESTATION

9.1 Réunions de pilotage

Des réunions en visioconférence seront organisées à la demande du Demandeur ou du Titulaire.

Il n'est pas envisagé de réunion de suivi régulier.

Toutefois une réactivité forte est demandée lors de sollicitation par mail ou téléphone, en moins de 48 h.

9.2 Documents à fournir et livrables

Le Titulaire doit remettre au CEA l'ensemble des documents exigés par le cahier des charges ci-après dénommés "les Livrables".

Tous les documents, remis par le Titulaire, au CEA sont réalisés aux formats suivants (ou strictement compatibles) :

- Microsoft WORD (.docx) pour les documents de type texte,
- Microsoft EXCEL (.xlsx) pour les documents de type tableau de chiffres,
- Microsoft POWERPOINT (.pptx),
- PDF (.pdf) pour les documents dessinés.

Chacun d'eux sera remis au CEA sous la forme numérique

Livrables

- Procédure de configuration des comptes utilisateurs et superviseurs,
- Procédure d'utilisation de l'appli et du site de supervision
- Procédure de configuration des badges.

9.3 Contrôles - Définition des indicateurs et de leur mode de calcul

9.3.1 Contrôles, audits

Non concerné.

9.3.2 Indicateurs

Non concerné.

9.4 PV de réceptions

Non concerné.

9.5 Différentes phases du contrat

Non concerné.



DG/CEAGRE/DPEI

CAHIER DES CHARGES DE PRESTATIONS

DIFFUSION PUBLIQUE

Référence :

Page 23 / 24

10 SYNTHESE DES EXIGENCES CONTRACTUELLES

Non concerné.

--- Fin ---

11 ANNEXE 1 : POLITIQUE EXTERNE ENERGIE

CENTRE CEA GRENoble

POLITIQUE EXTERNE ÉNERGIE

Installé au coeur d'un environnement scientifique, industriel et universitaire très riche, le centre CEA Grenoble est un des acteurs majeurs et reconnus tant au niveau national qu'au plan international pour ses activités de :

- **recherche technologique**, au travers du développement de solutions innovantes et de technologies, dans les domaines de l'information et de la communication, du numérique, de l'énergie, et de la santé ;
- **recherche fondamentale**, au travers du développement des connaissances scientifiques, dans les domaines de la biologie, de la santé, des nanosciences, des cryotechnologies et de l'énergie

Ces activités de R&D sont soutenues par la Direction de centre qui est en charge d'apporter le support technique et le soutien administratif nécessaire à la dynamique des programmes de recherche. La Direction de centre assure aussi l'interface avec les autorités administratives et les collectivités territoriales.

Le centre CEA Grenoble s'inscrit dans une démarche volontariste à la fois économique, environnementale, sociale, citoyenne et écoresponsable. En particulier, le centre est engagé et se mobilise, depuis de nombreuses années, sur les sujets liés à l'optimisation de la gestion énergétique de ses bâtiments sachant que nos vecteurs principaux sont l'électricité, l'eau chaude pour le chauffage, le gaz naturel.

Afin d'améliorer la performance énergétique du centre sur le long terme, un **Système de management de l'énergie** (SMEn) est mis en oeuvre selon la norme ISO 50001 et le centre s'engage dans un processus de certification.

Les actions du SMEn qui sont déployées s'articulent autour des cinq axes majeurs suivants :



UNE ORGANISATION DÉDIÉE

en matière de gouvernance de la démarche et en matière de maîtrise technique des usages, des consommations et de l'efficacité énergétiques



LA MOBILISATION ET LA RESPONSABILISATION

de l'ensemble des salariés et intervenants sur le centre



LA MAÎTRISE ÉNERGIE

telle que définie dans notre plan à 5 ans, nos activités de conception éco-énergétique (y compris les travaux) et nos procédures achats/approvisionnements qui tiennent compte des dispositifs de soutien à l'efficacité énergétique



UNE STRUCTURATION

du fonctionnement et basée sur une programmation d'évolution du patrimoine et une planification énergétique



UN ENGAGEMENT

à mettre à disposition les ressources nécessaires

« Nous veillerons et nous assurerons que la politique énergie ainsi définie soit communiquée et respectée et qu'elle contribue activement à la réussite de la mise en oeuvre de la démarche engagée, en 2023 et au delà, dans le cadre de l'instauration et du maintien de notre système de management de l'énergie. »



Bruno Feignier
Directeur du CEA Grenoble

